**Offre d’emploi**

**JURISTE (H/F)**

Direction des affaires juridiques

**Descriptif de l’offre**

* Poste à pourvoir dès que possible.
* Lieu de travail : Paris 15ème (tour Montparnasse).
* Type de contrat : contrat à durée déterminée (CDD) de 3 ans renouvelable ou contrat de détachement pour les agents fonctionnaires.

**L’Arafer**

L’Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (Arafer) a pour mission d’assurer la régulation économique des secteurs du transport ferroviaire et du transport de voyageurs par autocar ainsi que de contrôler le secteur autoroutier concédé.

Créée en 2009 sur un périmètre limité au seul secteur ferroviaire, l’Arafer s’impose aujourd’hui comme un régulateur de transport multimodal aux compétences fortement renforcées par la réforme ferroviaire en 2014, la loi dite « Macron » en 2015 et la loi pour un nouveau pacte ferroviaire en 2018.

Autorité publique indépendante, elle est dotée de ressources propres et dispose ainsi de l’autonomie financière. Ses décisions sont adoptées par un collège de sept membres, dont le président, choisis pour leurs compétences en matière de transport, de droit, d’économie ou de concurrence.

Pour assurer la préparation et l’exécution de ses décisions, l’Arafer dispose de services, placés sous l’autorité du secrétaire général, qui comptent à ce jour plus de soixante-dix collaborateurs, pour la quasi-totalité des cadres d’un haut niveau de formation.

Afin d’accompagner son développement, l’Autorité est à la recherche de nouveaux talents ; ses missions nécessitent un niveau d’expertise élevé dans des domaines aussi variés que le droit, l’audit financier, l’économie des transports ou l’ingénierie.

**Missions**

La *direction des affaires juridiques* est chargée de traiter tous les aspects juridiques de l’activité de l’Autorité : elle veille en particulier à la sécurité juridique de ses avis et décisions ; elle conseille et assiste les autres directions dans l'ensemble de leurs missions ; elle assure la conduite des procédures de règlement de différends et de sanction ; elle assure la défense au contentieux de l’Autorité.

Force de proposition de solutions juridiques alliant caractère opérationnel pour les directions métiers et maîtrise des risques juridiques, vous participerez en tant que pilote ou en tant que support juridique d’autres directions à l'ensemble des missions de la direction des affaires juridiques, sous l’autorité du directeur des affaires juridiques et de ses adjoints.

Dans le cadre de vos fonctions, vous serez chargé(e) de :

* contribuer en tant que responsable de dossier, ou référent juridique auprès des autres directions en charge du pilotage du dossier, à l’exercice des missions confiées à l’Autorité ;
* veiller, en particulier, dans l’instruction des dossiers qui vous seront attribués, à garantir la qualité et la sécurité juridique des décisions, avis et recommandations soumis au collège de l’Autorité, dans le respect des délais fixés pouvant requérir une forte réactivité ;
* participer à l’élaboration de la doctrine juridique de l’Autorité, proposer des analyses juridiques sur l'application des dispositions législatives et réglementaires encadrant son action ou tout projet de texte sur lequel l’Autorité est consultée.
* le cas échéant, assurer la défense de l’Autorité dans l’ensemble des recours pouvant être intentés contre ses avis et décisions.

Vous pourrez ainsi être amené(e) à intervenir sur l’ensemble des problématiques juridiques concernant les secteurs ferroviaire, routier et autoroutier dont l’Autorité a la charge.

**Profil**

* Sauf profil exceptionnel, une expérience professionnelle de trois à cinq années, en particulier en droit de la régulation et/ou droit et contentieux de la concurrence et/ou en droit et contentieux des marchés publics, est requise.
* Une expérience acquise dans le secteur des transports (ferroviaire, routier, ou autoroutier) ou dans le secteur de la régulation constituerait un atout supplémentaire.
* Très bon niveau juridique, capacités d’analyse et de synthèse.
* Qualité d’expression écrite comme orale.
* Excellentes aptitudes relationnelles.

**Compétences**

Une spécialisation dans au moins l’un des domaines suivants est exigée :

* droit public (droit administratif général, droit public des affaires, contentieux, droit des contrats) ;
* droit et contentieux des marchés publics, y compris des procédures de référé (judiciaire et administratif) ;
* droit de l’Union européenne ;
* droit de la régulation (en particulier économique) ;
* droit de la concurrence ;
* droit des transports.

Vous maîtrisez un anglais professionnel et appréciez le travail en équipe.

**Candidature**

Les dossiers de candidature (lettre de motivation, curriculum vitae et références éventuelles) sont à adresser par mail à : *recrutement@arafer.fr*.